

Unité inter-départementale Gard-Lozère
89, rue Weber
CS 52 002
Cedex 02
30907 Nîmes

Nîmes, le 07/11/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/10/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

RESSOURCE MARCHAND DE COULEUR DECORATION

Rue de Mousselière
30133 Les Angles

Références : 2025-10-523
Code AIOT : 0006600425

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/10/2025 dans l'établissement RESSOURCE MARCHAND DE COULEUR DECORATION implanté Rue de Mousselière 30133 Les Angles. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'inscrit dans le suivi des mesures de gestion à mettre en œuvre suite à l'incendie survenu dans la nuit du 28 au 29 février 2024 au niveau de l'atelier de fabrication de peintures à base de solvant.

L'inspection a pour objet de vérifier notamment la remise en état du bâtiment sinistré, le devenir de l'activité de fabrication de peintures solvantées et la situation administrative au regard des rubriques "liquides inflammables" (4331 et 1436) applicables à l'établissement.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- RESSOURCE MARCHAND DE COULEUR DECORATION
- Rue de Mousselière 30133 Les Angles
- Code AIOT : 0006600425
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société RESSOURCE MARCHAND DE COULEUR DÉCORATION est spécialisée dans la fabrication de peintures en phase aqueuse et en phase solvant pour le secteur du bâtiment et les particuliers. L'usine des Angles implantée sur le site actuel depuis 1993 et initialement exploitée par la société BLANCOLOR, est depuis 2017, exploitée par la société RESSOURCE.

L'établissement est régulièrement autorisé par l'arrêté préfectoral n°09.051N du 6 juillet 2009 dont les dispositions ont été complétées par l'arrêté préfectoral n°20-111-DREAL du 27 février 2020 pour prendre en compte notamment la présence d'entreprises locatrices sur le site et par l'arrêté préfectoral n°2023-008-DREAL du 6 février 2023 qui prend acte de la stratégie de lutte contre l'incendie définie dans l'établissement.

Thèmes de l'inspection :

- ATEX
- Déchets
- Eau de surface
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à

Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|----------------------------------|--|--|-----------------------|
| 1 | Mesures de gestion post-accident | AP de Mesures d'Urgence du 04/03/2024, article 3.1 | Demande d'action corrective | 1 mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|------------------------------------|--|-------------------|
| 2 | Mesures de gestion post-accident | AP de Mesures d'Urgence du 04/03/2024, article 3.2 | Sans objet |
| 3 | Mesures de gestion post-accident | AP de Mesures d'Urgence du 04/03/2024, article 3.3 | Sans objet |
| 4 | Rapport d'accident | AP de Mesures d'Urgence du 04/03/2024, article 3.4 | Sans objet |
| 5 | Remise en service du bâtiment AFPS | AP de Mesures d'Urgence du 04/03/2024, article 4 | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

A l'issue de la visite, l'inspection relève que l'atelier sinistré a été remis en état pour être reconverti en atelier de conditionnement des peintures à base aqueuse. Sa mise en service est prévue début 2026.

Par ailleurs, l'inspection a permis de constater l'arrêt définitif de l'activité de fabrication de peintures à base de solvants avec l'écoulement progressif des stocks restants de matières premières solvantées et le démantèlement de tous les équipements liés à cette activité (cuve de white-spirit, les 30 citernes de liquides inflammables, matériels de l'atelier sinistré).

Désormais, l'établissement a mis en place une stratégie de développement basée sur la fabrication exclusive de peintures aqueuses au moyen d'outils de production modernisés et performants.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Mesures de gestion post-accident

| |
|---|
| Référence réglementaire : AP de Mesures d'Urgence du 04/03/2024, article 3.1 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Vérification des équipements et installations sinistrés |
| Prescription contrôlée : L'exploitant procède aux réparations et interventions sur les équipements sinistrés par l'incendie afin de permettre le rétablissement du fonctionnement des moyens de détection et de défense incendie ainsi que des sky domes. Avant la remise en service du bâtiment, l'exploitant est tenu de justifier de la conformité des installations des matériels électriques dans les emplacements où des atmosphères explosives peuvent se présenter. |
| Constats : Sur la base des rapports d'avis technique émis par la société SOCOTEC lors des visites effectuées sur le site les 1er et 7 mars 2024, les travaux de remise en état listés ci-après ont été effectués dans le bâtiment: <ul style="list-style-type: none">- le remplacement d'une poutre en béton de la charpente support de couverture,- la réparation des autres poutres dégradées localement,- la réparation du bardage du bardage au niveau des 3 façades de l'atelier solvant,- le remplacement de la toiture au droit de l'atelier solvant,- la réfection totale de l'isolation de la toiture,- la mise en place de 8 nouveaux exutoires de fumées,- le remplacement des deux portails ouest et est de l'atelier solvant avec augmentation des surfaces vitrées,- la suppression de la mezzanine dans l'atelier solvant en partie est,- la conservation de la mezzanine en partie ouest avec l'implantation d'un bungalow faisant office de bureau pour le chef d'atelier,- l'évacuation de tous les équipements et matériels de l'atelier solvant détruits par l'incendie. |

Concernant la protection incendie dans l'atelier sinistré, au jour de l'inspection, les nouveaux moyens de détection (détecteurs de fumées, vidéo surveillance/caméras, système de détection intrusion) n'étaient pas encore installés. L'exploitant est en attente d'un devis de la société Brennus en charge de la vérification des moyens de détection existants du site.

L'exploitant a été informé que la future activité de conditionnement dans l'atelier (cf. point de contrôle n°5) ne pourra commencer qu'à la condition de disposer de tous les moyens de détection adéquats opérationnels.

Concernant les moyens de lutte contre l'incendie, tous les extincteurs de l'atelier sinistré ont été impactés et donc supprimés. Seul le RIA implanté en façade nord de l'atelier a été conservé. Le compte-rendu de la dernière vérification des appareils effectuée par la société SCUTUM le 17 octobre 2024, mentionne bien la suppression du parc des 12 extincteurs initialement présents dans l'atelier solvant et le bon fonctionnement du RIA susvisé. Lors de la visite terrain, il a été en effet constaté le RIA existant resté en place ainsi que l'absence d'extincteurs dans l'atelier. Par contre, deux extincteurs sur roues de 50 kg initialement présents au niveau des cuves de stockage extérieures de solvants de 1,4 m³ supprimées suite à l'incendie, ont été rapatriés dans l'atelier. Ces deux appareils sont bien opérationnels selon le compte rendu de vérification d'octobre 2024.

S'agissant des exutoires de fumées, 8 trappes de désenfumage ont été mises en place en toiture lors du remplacement de cette dernière. Le jour de l'inspection, les exutoires n'étaient pas encore raccordés aux boîtiers de commande d'ouverture manuelle implantés en deux points opposés de l'atelier (à proximité des portails). La société SCUTUM en charge de la vérification des moyens de défense contre l'incendie est désignée pour la réalisation de cette opération. L'exploitant est également en attente d'un devis de leur part.

Il a été rappelé à l'exploitant que l'atelier devra être pourvu avant le début de l'activité de conditionnement (cf. point de contrôle n°5), des moyens de défense contre l'incendie opérationnels en toute circonstance, en particulier d'extincteurs adaptés au risque à défendre, ainsi que des plans d'évacuation sur lesquels doivent figurer les appareils (RIA et extincteurs), les commandes manuelles du désenfumage et les issues de secours.

Concernant le volet "installations électriques", les armoires électriques des futurs équipements de l'atelier de conditionnement ont été placées dans un local dédié adossé à l'atelier et disposant de murs coupe-feu REI 120. Les tableaux électriques ont été pourvus d'une coupure électrique automatisée afin de consigner en fin de journée toutes les alimentations des équipements et matériels de conditionnement, et de l'éclairage. L'exploitant a indiqué que les armoires électriques de tous nouveaux équipements et matériels mis en place dans les deux ateliers seront installées dans ce local afin de limiter les installations électriques dans les ateliers de production.

Il a été rappelé à l'exploitant que les schémas des installations électriques de l'atelier de conditionnement devront être fournis à l'organisme en charge de la vérification annuelle des installations électriques du site afin que ce dernier complète son programme de vérification. Quant au matériel électrique en zone à risque d'explosion, il se trouvait essentiellement dans l'atelier sinistré. Suite à l'incendie, la plupart du matériel a été détruit et n'a pas été remplacé, l'atelier ayant été reconverti en atelier de conditionnement avec arrêt de fabrication de peintures solvantées. En conséquence, la vérification annuelle de l'adéquation du matériel électrique en zone ATEX engendrée par la fabrication de peintures solvantées est devenue sans l'objet et la liste établie en janvier 2013 sur laquelle figure l'ensemble du matériel électrique a été supprimée.

| |
|---|
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de transmettre dès réception, les plans d'évacuation établis par la société SCUTUM spécifiquement pour l'atelier sinistré reconverti en atelier de conditionnement.</p> <p>De plus, l'exploitant devra faire procéder dans les plus brefs délais, à la vérification de l'ensemble des extincteurs et RIA de l'établissement, la dernière intervention de l'organisme datant du 16 octobre 2024.</p> <p>Par ailleurs, il est demandé à l'exploitant de mettre à jour le document relatif à la protection contre les explosions (DRPCE) de 2013 pour prendre en compte les modifications apportées dans l'atelier sinistré (arrêt de la fabrication de peintures à base de solvants) et dans le bâtiment de stockage des matières premières solvantées (suppression de la cuve de white-spirit), locaux dans lesquels le risque d'explosion n'existe potentiellement plus.</p> |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 1 mois |

N° 2 : Mesures de gestion post-accident

| |
|--|
| Référence réglementaire : AP de Mesures d'Urgence du 04/03/2024, article 3.2 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Gestion des déchets liés au sinistre |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant procède à la gestion de tous les déchets présents sur le site et issus du sinistre, conformément à la réglementation en vigueur (stockage et élimination), dans un délai d'un mois maximum à compter de la notification du présent arrêté.</p> <p>Les bordereaux de suivi des déchets sont transmis à l'inspection des installations classées.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>La société BELFOR a été missionnée dès mars 2024 dans le but de décontaminer l'atelier sinistré. Dans ce cadre, les actions suivantes ont été mises en œuvre</p> <ul style="list-style-type: none"> - déblaiement de l'atelier sinistré: évacuation de l'ensemble des réseaux et chemins de câbles calcinés, des gaines de ventilation, chauffage, aspiration, et du portail endommagé par l'incendie, - l'évacuation des matériels et équipements non récupérables ainsi que des matières premières solvantées et déchets de peinture, - le nettoyage (décontamination) de l'ensemble de l'atelier, du système d'aspiration et de captation et de certains équipements pouvant être réutilisés (par exemple, 10 cuves inox de préparation, la ligne de conditionnement, une pompe de transfert). <p>Les déchets solides et liquides produits par cette décontamination, mais également les déchets de peintures et matières premières de la zone sinistrée et les déchets solides calcinés démontés issus du matériel et des équipements de l'atelier, ont été traités dans des filières agréées. Ainsi, selon la déclaration GEREPE de 2024, il est constaté la production inhabituelle en fonctionnement normale de déchets dangereux (boues provenant du traitement in situ des effluents contenant des substances dangereuses, déchets de peintures et vernis contenant des solvants organiques ou d'autres substances dangereuses, eau mélangée à des hydrocarbures provenant de séparateurs eau/hydrocarbures, absorbants, chiffons d'essuyage et vêtements de protection contaminés par</p> |

des substances dangereuses, déchets liquides aqueux contenant des substances dangereuses) et de déchets non dangereux (déchets de peintures ou vernis, boues aqueuses contenant de la peinture ou vernis) d'une quantité respectives de 61.5 tonnes et de 19 tonnes.

Par ailleurs, le jour de l'inspection, l'inspection a fourni la facture datée du 21 juillet 2025 relative à l'évacuation des déchets de ferraille (mezzanine, cuves extérieures, charpente métallique...). Ces déchets d'une quantité totale de 25.42 tonnes ont été pris en charge par une entreprise agréée (société BONZI).

S'agissant de ces déchets de ferrailles, il est rappelé à l'exploitant qu'ils devront être recensés dans la déclaration GERE de 2025.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Mesures de gestion post-accident

Référence réglementaire : AP de Mesures d'Urgence du 04/03/2024, article 3.3

Thème(s) : Risques accidentels, Gestion des eaux d'extinction incendie

Prescription contrôlée :

Les eaux d'extinction sont analysées selon des paramètres déterminés au regard des produits impliqués dans le sinistre et des substances susceptibles d'avoir été émises dans l'incendie.

Un examen de l'acceptabilité du rejet des eaux d'extinction en fonction des exutoires (eaux superficielles voisines, réseau d'assainissement, installations de traitement de déchets) est réalisé dans un délai de 15 jours à compter de la notification du présent arrêté.

Constats :

Les eaux et boues liées à l'extinction du sinistre ont été contenues dans l'atelier de production qui dispose d'une rétention. Elles ont été pompées, dès le lendemain matin de l'incendie, dans des IBC. Elles n'ont donc pas débordé dans le bassin de rétention du site.

Les 10 contenants ont été entreposés à l'extérieur sur une zone étanche spécifique au stockage des déchets jusqu'à leur prise en charge en avril 2024 par la société SPUR ENVIRONNEMENT. La facture émise par SPUR le 16 avril 2024 et justifiant de l'évacuation de ces déchets (quantité produite = 10,6 tonnes), a été adressée à l'inspection le 15 mai 2024.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Rapport d'accident

Référence réglementaire : AP de Mesures d'Urgence du 04/03/2024, article 3.4

Thème(s) : Risques accidentels, Rapport d'accident

Prescription contrôlée :

En application de l'article R. 512-69 du code de l'environnement, un rapport d'accident est transmis au Préfet et à l'inspection des installations classées dans un délai de 15 jours à compter de la notification du présent arrêté.

Il comporte, notamment :

- les circonstances et la chronologie de l'événement : descriptif de l'incident, actions menées par l'exploitant, etc., à partir notamment des enregistrements de la vidéosurveillance

- l'analyse détaillée des causes : causes techniques et organisationnelles pouvant être à l'origine de l'évènement ou d'un évènement similaire ;
- les mesures mises en œuvre pour gérer l'incendie et le retour d'expérience de la mise en œuvre du PUI,
- les conséquences de l'incendie pour les personnes et pour l'environnement ;
- les conséquences économiques,
- les mesures à mettre en œuvre pour la remise en service de l'installation en cause et le délai de réalisation de ces mesures,
- l'évaluation de la nécessité de mettre en place de nouvelles mesures techniques et /ou organisationnelles pour éviter un accident similaire ou en réduire la probabilité des effets associés,
- un échéancier de mise en œuvre de ces mesures.

En fonction de l'avancement des différentes investigations, le rapport d'accident pourra être complété au fil de l'eau postérieurement au délai de 15 jours.

Constats :

Le rapport d'incidence comportant l'ensemble des éléments attendus, a été transmis à l'inspection le 22 mars 2024, puis complété le 15 mai 2024 à la demande de l'inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Remise en service du bâtiment AFPS

Référence réglementaire : AP de Mesures d'Urgence du 04/03/2024, article 4

Thème(s) : Risques accidentels, Remise en service du bâtiment sinistré

Prescription contrôlée :

La remise en service du bâtiment AFPS est subordonnée à la transmission préalable au Préfet du Gard des justificatifs de réalisation des mesures prévues aux articles 2 et 3.1 précédents.

Constats :

La remise en état de l'atelier sinistré a été longue et s'est terminée en octobre 2025, soit un an et demi après l'incendie. La fabrication des peintures à base de solvants est finalement arrêtée. L'atelier de production a été transformé en atelier de conditionnement des peintures aqueuses fabriquées dans l'atelier contigu. L'atelier accueillera deux machines de conditionnement: une nouvelle machine plus performante permettant ainsi de moderniser l'outil de production et l'autre existante qui sera déplacée depuis l'atelier de fabrication des peintures aqueuses et qui servira uniquement en cas de dysfonctionnement de la nouvelle machine. Ces 2 machines seront équipées chacune d'une fardieuse et d'une étiqueteuse. Dans l'atelier de fabrication de peintures aqueuses, seront implantées 2 ou 3 nouvelles cuves de mélange au droit de la place libérée par la machine de conditionnement auxquelles pourront s'ajouter à l'avenir des cuves de mélange supplémentaires (2 ou 3 également selon le plan de masse fourni par l'exploitant). L'exploitant prévoit la mise en service de l'atelier de conditionnement et l'installation des nouvelles cuves de mélange début 2026.

| |
|---|
| <p>La fabrication des peintures solvantées de la marque Ressource est donc arrêtée dans l'usine des Angles. Le jour de l'inspection, l'exploitant a présenté l'état des stocks des matières premières inflammables restant sur le site. La quantité totale de produits relevant des rubriques 1436 (liquides de point éclair compris entre 60°C et 93°C) et 4331 (liquides inflammables de catégorie 2 ou 3) s'élève à environ 5,12 tonnes. Le stock des produits qui ne sont plus utilisés sur le site devrait encore diminué par leur vente progressive à des fournisseurs extérieurs.</p> <p>La société Ressource souhaite toutefois conserver dans la gamme de produits proposés aux clients, deux produits à base de solvants de la marque Ressource (sous-couche pour façade extérieure et sous-couche "impression solvantée") dont la fabrication est sous-traitée à la société Duralex implantée en région parisienne. Une livraison de produits finis est prévue d'ici la fin d'année, représentant une quantité de 4 tonnes (produits conditionnés en bidons de 1, 5 et 10 litres). Ces produits seront entreposés dans le bâtiment dédié au stockage des produits finis aqueux et solvantés, situé au nord du site. Cette livraison correspond à deux ans de stocks selon l'exploitant. Ainsi, la gamme de peintures solvantées de la marque Ressource a diminué avec une commercialisation de 5 t/an contre 10 t/an auparavant.</p> <p>De plus, suite à la destruction de l'outil de production des peintures solvantées dans l'incendie, la société Ressource a perdu le marché de sous-traitance avec la société Blancolor, qui représentait la fabrication de 120 tonnes de peintures en phase solvant. Le contrat qui liait les deux sociétés n'a donc pas été renouvelé en juillet 2024.</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant souhaite conserver la fabrication d'un produit « secret de famille » qui nécessite l'apport d'une matière première solvantée (solvant avec point éclair de 61°C). La recette consiste en le mélange d'huile de lin dans ce solvant pour obtenir une huile chaulée non inflammable avec un point éclair de 61°C. Le solvant est stocké sur le site en quantité maximale de 6 à 7 tonnes. L'exploitant indique vouloir également conserver un agent mouillant considéré comme liquide inflammable lequel facilite la dispersion des pigments dans la peinture aqueuse. La quantité annuelle utilisée de cet agent mouillant est de 170 kg.</p> <p>Compte tenu de ce qui précède, la quantité de liquides inflammables et de liquides de point éclair compris entre 60°C et 93°C relevant respectivement des rubriques 4331 et 1436 stockés sur le site, a considérablement diminué par rapport à la situation initiale autorisée. L'établissement ne serait plus classé au regard de ces deux rubriques ICPE. Néanmoins, l'exploitant précise vouloir conserver ces deux rubriques de classement. Le porter à connaissance prévu en 2026 devra faire apparaître précisément le choix de la société Ressource en ce qui concerne les rubriques ICPE et le tableau de classement devra être actualisé en conséquence.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Des modifications ayant été apportées à l'établissement, il est demandé à l'exploitant de transmettre un porter à connaissance courant 2026 dans le but de mettre à jour les activités exercées au sein du site, les produits utilisés dans la production, les rubriques ICPE et éventuellement les études d'impact et de dangers au regard des modifications apportées.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |